

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.356
15 avril 1986

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT CINQUANTE-SIXIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 15 avril 1986, à 10 h 30

Président : M. C.A. de SOUZA e SILVA (Brésil)

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

<u>Algérie</u> :	M. A. BELAID
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. H. WEGENER M. W. BOLEWSKI M. W-N. GERMANN
<u>Argentine</u> :	M. M. CAMPORA
<u>Australie</u> :	M. R. BUTLER Mme M. LETTS
<u>Belgique</u> :	M. C. CLERCKX M. P. NIEUWENHUYTS
<u>Birmanie</u> :	U MYA THAN DAW AYE AYE MU U HLA MYINT
<u>Brésil</u> :	M. C.A. de SOUZA e SILVA M. S.M. THOMPSON FLORES M. F. J. de CARVALHO LOPES
<u>Bulgarie</u> :	M. V. BOJILOV M. R. DEYANOV
<u>Canada</u> :	M. J.A. BEESLEY M. A. DESPRES
<u>Chine</u> :	M. QIAN JIADONG M. SHA ZUKANG M. WANG SHIYUN M. TAN HAN M. LIU ZHONGREN M. LI DAOZHONG M. YANG MINGLIANG M. SUO KAIMING
<u>Cuba</u> :	M. C. LECHUGA HEVIA M. P. NUNEZ MOSQUERA Mme A.M. LUETTGEN de LECHUGA
<u>Egypte</u> :	M. S. ALFARARGY M. M. BADR

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Etats-Unis d'Amérique :</u>	M. D. LOWITZ M. R. GOUGH M. P. CORDEN M. R. BOWEN M. R. LEVINE M. R. NELSON M. R. MAKINEN
<u>Ethiopie :</u>	M. F. YOHANNES
<u>France :</u>	M. J. JESSEL M. H. RENIE
<u>Hongrie :</u>	M. D. MEISZTER
<u>Inde :</u>	M. S. KANT SHARMA
<u>Indonésie:</u>	M. S. SUTOWARDOYO M. A.M. AKBAR M. S. SARBINI
<u>Italie :</u>	M. R. FRANCESCHI M. F. PIAGGESI M. M. PAVESE M. R. di CARLO M. G. ADORNI BRACCESI
<u>Japon :</u>	M. M. KONISHI M. K. KUDO M. T. ISHIGURI
<u>Kenya :</u>	M. D.D. AFANDE M. P.N. MWAURA
<u>Maroc :</u>	M. O. HILALE
<u>Mexique :</u>	Mme Z. GONZALEZ y REYNERO M. P. MACEDO RIBA
<u>Mongolie :</u>	M. L. BAYART M. S-O. BOLD
<u>Nigéria :</u>	M. B.O. TONWE
<u>Pakistan :</u>	M. M. AHMAD M. Z. AKRAM

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Pays-Bas</u> :	M. J. RAMAKER M. R. MILDERS
<u>Pérou</u> :	M. J. GONZALES TERRONES
<u>Pologne</u> :	M. J. RYCHLAK M. J. CIALOWICZ
<u>République démocratique allemande</u> :	M. H. ROSE M. J. DEMBSKI
<u>République islamique d'Iran</u> :	M. A. SHAFII
<u>Roumanie</u> :	M. G. CHIRILA M. S. DOGARU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. R.I.T. CROMARTIE M. R.J.S. EDIS M. I.P. CHALMERS M. D.A. SLINN M. B.G. WHITESIDE
<u>Sri Lanka</u> :	M. J. DHANAPALA
<u>Suède</u> :	M. R. EKEUS M. H. BERGLUND Mme E. BONNIER
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. VEJVODA M. A. CIMA M. B. BEDNAR
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELYAN M. B.P. PROKOFIEV M. S.B. BATSANOV M. E.K. POTIARKINE M. G.N. VACHADZE M. O.A. KROKHALEV M. V.S. MIKOYAN M. A.A. TITARENKO M. G.V. BERDENNIKOV
<u>Venezuela</u> :	M. A.R. TAYLHARDAT Mme J. CLAUWAERT GONZALEZ

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

Yougoslavie :

M. M. MIHAJLOVIC

Zaire :

M. O.N. MONSHEMVULA

Secrétaire général de la Conférence
du désarmement et Représentant
personnel du Secrétaire général :

M. M. KOMATINA

Secrétaire général adjoint de
la Conférence du désarmement :

M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 356ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence abordera aujourd'hui l'examen du point 7 de son ordre du jour, intitulé "Nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes, armes radiologiques". Cependant, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout Etat membre qui le désire peut soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Comme je l'ai annoncé à notre réunion officieuse de jeudi dernier, je me propose de tenir aujourd'hui, aussitôt après la séance plénière, des consultations officieuses à composition non limitée afin d'examiner la façon de traiter de la question de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence. A cette occasion, j'ai également l'intention de soulever d'autres questions, dont certaines ont trait à la procédure à suivre au sujet de certaines questions de fond inscrites à l'ordre du jour. En outre, dès que nous aurons terminé la séance plénière, je me propose de tenir avant les consultations à composition non limitée une réunion officieuse pour traiter de diverses questions, à savoir les points 2 et 3 de l'ordre du jour et la déclaration faite par le Secrétaire général concernant la situation financière.

Sont inscrits sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Bulgarie et de la Roumanie.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Son Excellence l'Ambassadeur Issraelyan. Vous avez la parole, Monsieur l'Ambassadeur.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, la délégation soviétique a pris la parole aujourd'hui pour présenter le document CD/690, qui contient la déclaration du Gouvernement soviétique concernant la nouvelle explosion nucléaire effectuée par les Etats-Unis le 10 avril, avec une évaluation de principe de cette action irresponsable des Etats-Unis.

A ce sujet, je me permettrai de rappeler brièvement quelques événements essentiels liés à cette question. Le 6 août dernier, l'Union soviétique a mis unilatéralement fin à toutes les explosions nucléaires pour une période allant jusqu'au 1er janvier de cette année et a invité les Etats-Unis à suivre cet exemple. La partie américaine n'en a rien fait et a continué ses essais. Néanmoins, nous avons prolongé notre moratoire jusqu'au 31 mars. En réponse, comme indiqué dans la presse, Washington a modifié son programme d'essais pour l'accélérer et a avancé à la fin mars l'explosion prévue pour la mi-avril.

Malgré cela, l'Union soviétique s'est efforcée de mettre à profit toutes les possibilités de transformer son moratoire unilatéral en moratoire bilatéral et d'ouvrir ainsi la voie à la conclusion d'un traité d'interdiction des essais. Répondant à l'appel lancé par les dirigeants des six Etats auteurs de la Déclaration de Delhi aux dirigeants de l'URSS et des Etats-Unis pour leur demander de ne pas effectuer d'explosions nucléaires jusqu'à la prochaine réunion soviéto-américaine au sommet, nous avons déclaré nous abstenir de procéder à des explosions nucléaires même après le 31 mars, et ce jusqu'à la première explosion nucléaire aux Etats-Unis.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

En prolongeant à deux reprises la durée de notre moratoire malgré les défis directement provocateurs des Etats-Unis, nous avons tenu compte des vœux de nombreux Etats épris de paix et de l'aspiration des peuples du monde entier. L'heureuse initiative de l'Union soviétique a été bien comprise dans le monde et profondément approuvée. Ces derniers mois, les dirigeants soviétiques ont reçu des dizaines de milliers de lettres et de messages à l'appui du moratoire sur les explosions nucléaires. Je peux dire que notre délégation, elle aussi, en a reçu un nombre assez considérable. Le moratoire soviétique sur les explosions nucléaires a bénéficié d'un total soutien à la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en particulier dans la résolution 40/88. Il ne fait pas de doute que le moratoire est devenu le facteur le plus important de la politique mondiale, bien que ceux qui faisaient semblant de ne pas le remarquer aient tenté d'affirmer le contraire.

L'absence de toute explosion nucléaire en Union soviétique, face à la modernisation continue par les Etats-Unis de leur arsenal de missiles nucléaires et de l'exécution de vastes programmes militaires, y compris dans le cadre de ce qu'on a appelé l'Initiative de défense stratégique, a clairement démontré le désir de notre pays de mettre à profit toutes les possibilités d'agir par la force de l'exemple sur la position de Washington. Si le Gouvernement américain avait répondu à l'initiative soviétique, s'il avait accompli le pas que tous les peuples du monde attendaient de lui, la possibilité d'interdire les essais nucléaires sur la Terre serait devenue tout à fait réelle. En même temps, l'Union soviétique a maintes fois prévenu qu'elle ne pouvait pas indéfiniment être la seule à faire preuve de modération sur cette question. Les dirigeants soviétiques ont déclaré ouvertement que si les Etats-Unis poursuivaient leurs essais nucléaires après le 31 mars, nous serions contraints de reprendre nos essais nucléaires.

Ainsi, Monsieur le Président, il est parfaitement clair pour tous qu'en procédant voici peu à une nouvelle explosion nucléaire, les dirigeants américains ont non seulement voulu faire un nouveau pas vers l'accroissement de leur puissance militaire, mais aussi et surtout porter atteinte aux efforts déployés pour régler la question de l'arrêt et de l'interdiction des essais nucléaires et mettre fin à la course aux armements nucléaires dans son ensemble. On comprend donc fort bien la profonde déception et l'indignation générale qu'a provoqué dans le monde le nouvel essai souterrain d'arme nucléaire qui a été effectué en dépit des protestations et de la volonté des peuples, en dépit de la voix de la raison.

Comprenant, il faut croire, à quelles réactions elles auraient à faire face, des personnalités publiques américaines se sont mises en quatre ces temps derniers pour prouver à leur peuple et au monde entier ce qui ne pouvait l'être, à savoir la nécessité et l'utilité de poursuivre les essais. Ainsi, le Directeur de l'Arms control and disarmament Agency des Etats-Unis, K. Adelman, affirme que les essais permettent de rendre l'arme nucléaire moins dangereuse qu'auparavant. N'est-ce pas là une insulte au bon sens ? Selon cette logique, les missiles "MX" seraient bien plus "inoffensifs" que les "Minutemen", et les "Trident" que les "Polaris". Pourquoi donc, dans ce cas, les Etats-Unis font-ils un tel bruit autour des nouveaux missiles soviétiques qui, eux aussi, si on suit le raisonnement de M. Adelman, devraient être plus "inoffensifs" que ceux qui les ont précédés. Il semble qu'il y ait ici des inconséquences dans le raisonnement des milieux gouvernementaux de Washington.

(M.Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Certains partisans d'une course effrénée aux armements affirment que la poursuite des essais nucléaires aurait permis aux Etats-Unis de réduire leurs arsenaux nucléaires. Nous voudrions apporter une précision à ce sujet. Au cours des années 70, c'est justement grâce à la poursuite des essais que les Etats-Unis ont pu accroître sans discontinuer leurs armements stratégiques offensifs, principalement en portant à plus du double la quantité de munitions nucléaires dont ils disposaient et en en accroissant sensiblement la précision.

L'arrêt des essais ne profiterait, nous dit-on aussi, qu'à l'Union soviétique. Et pourquoi donc ? Parce que les Etats-Unis auraient une société démocratique ouverte et l'URSS une société fermée. pour ce qui est du prétendu démocratisme, de l'ouverture de la société des Etats-Unis, ils ont été confirmés à nouveau ces temps derniers par le mépris dont le Gouvernement américain a fait preuve à l'égard des espoirs de millions d'Américains, et des résolutions du Congrès des Etats-Unis sur l'arrêt des essais nucléaires, ainsi que par l'arrestation de dizaines de citoyens qui participaient à une manifestation, motivée par le seul fait qu'ils s'exprimaient contre les essais nucléaires. Mais quel rapport y a-t-il entre l'arrêt des essais et une différence dans la structure socio-économique des Etats ? Il apparaîtrait qu'en cas de renonciation bilatérale aux essais nucléaires les arsenaux nucléaires américains deviendraient obsolètes, mais que ce ne serait pas le cas des Soviétiques.

Ce n'est pas la première année que nous sommes les témoins de tentatives de la partie américaine de regarder les phénomènes qui se produisent dans le monde à travers les lunettes idéologiques de l'anticommunisme. Mais je dois reconnaître que nous ne pouvions pas supposer que cela amènerait à affirmer qu'à cause de la différence qui existe entre nos sociétés une mesure aussi simple de limitation des armements que l'interdiction des essais influencerait différemment sur la situation en ce qui concerne les munitions nucléaires soviétiques et américaines. D'ailleurs, certaines personnalités de Washington expliquent elles-mêmes ce que recouvre cette absurdité : les Etats-Unis ont besoin des essais nucléaires pour assurer leur position de force, leur position de dissuasion nucléaire. Voilà en fait à quoi se ramènent aussi les arguments actuels du Gouvernement américain en faveur des essais, et son comportement dans la pratique.

L'explosion nucléaire à laquelle les Etats-Unis ont procédé a clairement montré une fois de plus que derrière les paroles de Washington au sujet de son attachement à l'élimination des armes nucléaires, se dissimule en réalité l'intention de continuer de menacer l'humanité du glaive nucléaire, de tenir le monde dans le carcan de la crainte d'un anéantissement général. Les ambitions égoïstes et impériales du complexe militaro-industriel des Etats-Unis ont été une fois de plus mises au-dessus des intérêts de l'humanité.

Une nouvelle et scandaleuse manifestation de ces ambitions a été l'attaque barbare des forces armées américaines contre la Libye - un acte flagrant de terrorisme d'Etat qui a été résolument condamné par l'Union soviétique. Les Etats-Unis ont commencé à parler dans la langue qui leur est propre - celle des bombes, des missiles et des obus.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Etant donné que, malgré les avertissements répétés de l'Union soviétique, un nouvel essai nucléaire a eu lieu aux Etats-Unis, le Gouvernement soviétique a été obligé de déclarer qu'il était désormais libéré de l'engagement qu'il avait unilatéralement assumé de s'abstenir de procéder à des explosions nucléaires quelles qu'elles soient. Nous ne pouvons pas négliger notre propre sécurité et celle de nos alliés.

Je tiens à vous assurer que toute contrainte qu'elle soit à prendre cette mesure, l'Union soviétique ne renonce pas à la lutte en faveur de l'arrêt des essais d'armes nucléaires. Nous continuons à penser que cette mesure serait une étape concrète efficace sur la voie de la destruction des arsenaux nucléaires et nous sommes prêts à reprendre à n'importe quel moment la question d'un moratoire réciproque sur les explosions nucléaires, si le Gouvernement des Etats-Unis déclarait qu'il s'abstiendra de procéder à de telles explosions. En même temps, comme le Gouvernement soviétique l'a indiqué dans sa déclaration, nous confirmons une fois de plus notre proposition d'entreprendre sans retard des négociations sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires. Nous accepterions de mener ces négociations sous n'importe quelle forme, à condition que cela tende à la réalisation d'un accord. En particulier, je profite de l'occasion qui m'est ici donnée de confirmer que la position de l'Union soviétique reste inchangée : il faut que l'on entreprenne sans retard des négociations multilatérales dans le cadre de la Conférence du désarmement. La proposition que le Secrétaire général du Comité central du PCUS M.S. Gorbatchev, a faite au Président Reagan de le rencontrer à brève échéance dans l'une des capitales européennes pour s'entendre sur l'arrêt des essais nucléaires, reste toujours valable.

Ainsi donc, la solution du problème de l'arrêt des essais continue toujours de dépendre des Etats-Unis, du point de savoir si le Gouvernement américain fera preuve d'un sentiment de responsabilité et de réalisme. Pour ce qui est de l'Union soviétique, elle continuera, dans l'avenir également, de lutter opiniâtrement pour que ce problème soit résolu dans l'intérêt de la sécurité internationale et d'une paix fiable exempte d'armes nucléaires.

M. BOJILOV (Bulgarie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, le 10 avril dernier, les Etats-Unis ont procédé à un nouvel essai d'armes nucléaires sur le polygone du Nevada. Selon les informations fournies par les agences de presse, cette explosion nucléaire avait pour but de tester l'effet du rayonnement nucléaire sur la nouvelle ogive nucléaire du missile intercontinental MX, du nouveau missile destiné aux sous-marins nucléaires stratégiques "Trident II" et du nouveau missile Midgetman", et de simuler l'effet du laser à rayons X en cours de mise au point dans le cadre de l'IDS. En d'autres termes, il s'agissait non pas de vérifier l'état de préparation au combat de l'arsenal nucléaire existant des Etats-Unis, comme le prétend généralement la partie américaine pour essayer de justifier son refus de s'associer au moratoire de l'Union soviétique, mais bien d'expérimenter des armes nucléaires de première frappe qualitativement nouvelles. Cela confirme une fois de plus l'opinion exprimée maintes fois par les délégations des Etats socialistes, non alignés et neutres, membres de la Conférence, selon laquelle les essais nucléaires ont principalement pour objet de perfectionner les armes nucléaires et d'élaborer de nouveaux types de ces armes.

(M. Bojilov, Bulgarie)

Nous partageons pleinement la profonde déception et la vague d'indignation que cette explosion a suscitées dans le monde entier. Elle a montré à l'évidence que, aux Etats-Unis, les intérêts du complexe militaro-industriel américain et la volonté d'avoir la supériorité militaire l'emportaient sur ceux de la survie de l'humanité. Cette explosion démontre également que les paroles des dirigeants américains concernant l'opportunité de libérer l'humanité de l'arme nucléaire, non seulement ne cadrent pas avec leurs actes, mais qu'elles s'y opposent directement.

Le Gouvernement américain actuel est le premier depuis l'époque du Président Eisenhower à se prononcer contre la solution du problème hautement prioritaire qu'est le désarmement nucléaire et à refuser d'engager toute négociation sur l'arrêt des essais nucléaires. L'explosion nucléaire effectuée le 10 avril dernier porte un grave coup à la communauté internationale, qui avait espéré qu'un moratoire soviéto-américain commun sur ces essais constituerait un premier pas vers la réalisation d'un accord sur une interdiction générale et complète, consacrée dans un traité. Cet acte de provocation à l'égard de l'opinion publique mondiale, a été commis au mépris des appels répétés d'une majorité écrasante d'Etats, qui se sont exprimés dans la Déclaration finale de la Troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dans des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et dans les appels lancés en commun par les dirigeants de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la Suède et de la Tanzanie.

On le sait, le Gouvernement soviétique a décidé unilatéralement le 6 août 1985, d'établir un moratoire sur toutes les explosions nucléaires effectuées tant à des fins pacifiques que militaires. Bien que le côté américain n'ait pas répondu de manière positive, l'URSS a prolongé la durée d'application de son moratoire jusqu'au 31 mars de cette année. En outre, dans sa réponse à l'appel des dirigeants de six pays, le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. S. Gorbatchev, a indiqué que le moratoire de l'Union soviétique resterait en vigueur après le 31 mars tant que les Etats-Unis n'auraient pas procédé à un premier essai nucléaire. Pendant huit mois, l'application du moratoire soviétique a créé des conditions préalables particulièrement favorables pour engager des négociations sur l'interdiction des essais nucléaires.

La Conférence du désarmement a été témoin de la bonne volonté politique dont a fait preuve l'Union soviétique. Au sujet de cette question, elle s'est déclarée prête à des négociations menées à n'importe quel niveau - bilatéral, tripartite et multilatéral - et disposée aussi à examiner toutes mesures de contrôle, tant nationales qu'internationales, y compris les inspections sur place.

Malheureusement, les Etats-Unis ont continué d'accélérer la course aux armements nucléaires. Selon l'IHT des 12-13 avril 1986, "Dans une lettre au New York Times, David Brenner, du département d'oncologie à Columbia University, a fait observer que le dernier essai était un acte politique et non scientifique. Et il n'est guère douteux que sa signification politique était de notifier à Moscou que l'Administration Reagan avait l'intention de continuer d'accroître son arsenal nucléaire et de poursuivre la course aux armements stratégiques."

(M. Bojilov, Bulgarie)

Et les raisons pour lesquelles les Etats-Unis ont besoin de tout cela s'expliquent, entre autres, par l'attaque des forces armées américaines contre la Libye, qui constitue incontestablement un acte de terrorisme d'Etat.

C'est pourquoi, il n'y a rien d'étonnant à ce que la Conférence du désarmement soit dans l'impasse en ce qui concerne le premier point de son ordre du jour, malgré la souplesse du Groupe des pays socialistes, du Groupe des 21 et de la République populaire de Chine.

La déclaration du Gouvernement soviétique relative à la cessation de son moratoire unilatéral est parfaitement logique. Elle est pleinement fondée. De toute évidence, l'Union soviétique ne peut supporter indéfiniment que sa sécurité et celle de ses alliés soient menacées. Il apparaît clairement que l'Union soviétique n'a pas le choix et qu'il lui faut déclarer la cessation du moratoire. C'est là une mesure équitable, qui a été prise conformément aux intérêts légitimes des pays socialistes. L'Union soviétique n'a cependant pas fermé la porte à une entente. Elle a indiqué qu'elle était prête à revenir à tout moment sur la question de l'établissement d'un moratoire réciproque sur les explosions nucléaires, si les Etats-Unis déclaraient s'abstenir de procéder à de telles explosions. Ainsi, comme précédemment, la suite dépend des Etats-Unis.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Bulgarie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Roumanie, M. Chirila. Vous avez la parole, Monsieur.

M. CHIRILA (Roumanie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, dans sa dernière intervention en séance plénière, la délégation roumaine a présenté à la Conférence quelques considérations sur la situation actuelle des relations internationales directement liées à la poursuite de la course aux armements, du déploiement de nouvelles armes nucléaires en Europe et sur d'autres continents, du développement des armements existants, des essais nucléaires et des actions visant à l'armement de l'espace, ainsi que sur la nécessité d'écarter définitivement la force et la menace du recours à la force dans les relations internationales, sous quelque forme que ce soit.

A cette occasion, j'ai dit qu'il ne nous était pas difficile d'analyser la situation et de prendre position, étant donné que, comme dans de nombreux autres cas importants, la Roumanie et le Président Nicolae Ceausescu avaient adopté une position claire et appropriée dans une conjoncture très particulière et très sérieuse.

Tout récemment, à l'occasion de l'ouverture de la session de printemps du Parlement roumain, la Grande Assemblée nationale, notre organe représentatif, a adopté un document spécial concernant l'Année internationale de la paix.

Nous avons déjà entendu dans cette salle évoquer bien des fois, y compris dans le message du Secrétaire général de l'ONU, l'importance de l'Année internationale de la paix et exprimer l'espoir que notre Conférence pourra contribuer à sa réussite.

(M. Chirila, Roumanie)

Notre délégation s'est vu confier la tâche de présenter et de distribuer à la Conférence du désarmement, à toutes les délégations et à tous les participants, le document intitulé "Déclaration de la Grande Assemblée nationale de la République socialiste de Roumanie au sujet de l'Année internationale de la paix".

Pour une très large et importante part, la déclaration susmentionnée traite du problème numéro un de notre temps : la nécessité de mettre un terme à la course aux armements et de réaliser le désarmement, au premier chef le désarmement nucléaire.

Ce document définit clairement la position de la principale instance représentative du peuple roumain, au sujet des impératifs que présente la grave conjoncture où se trouvent les relations internationales. La déclaration invite à élaborer un programme complexe de désarmement général, centré sur le désarmement nucléaire, mais qui viserait aussi à une réduction substantielle de tous les armements classiques et des forces et budgets militaires, ceux des pays fortement armés en premier.

Pour illustrer la position de notre Parlement à ce jour, permettez-moi, Monsieur le Président, de m'attacher tout particulièrement au paragraphe de la déclaration de la Grande Assemblée nationale où il est dit qu'il faut tout faire pour parvenir à un accord sur l'interdiction des essais nucléaires. A cet égard, un appel est lancé à l'Union soviétique, pour qu'elle prolonge son moratoire sur les essais nucléaires, et aux Etats-Unis, pour qu'ils s'y associent. La proposition de l'Union soviétique de convoquer une réunion au sommet soviéto-américaine pour débattre de la question de l'arrêt des essais nucléaires est saluée dans la déclaration, qui souligne qu'aucune raison ou question de procédure ne peut ou ne devrait être invoquée pour retarder la tenue d'une telle réunion visant à interdire les essais nucléaires. L'opinion publique mondiale exige qu'il soit mis fin aux essais nucléaires qui stimulent la course aux armements, qui ont une incidence négative sur le climat et contribuent ainsi à la pollution générale de l'environnement. Il est demandé dans la déclaration que soit conclu un accord général sur l'interdiction des essais nucléaires par tous les Etats.

Le document que nous avons l'honneur de présenter maintenant à la Conférence a le mérite d'exposer, avec concision et clarté, l'essentiel de la position de la Roumanie sur la situation internationale actuelle, en particulier dans le domaine du désarmement, et de rappeler la nécessité de prendre des mesures concrètes dans ce sens. Ce sont là des questions qui intéressent directement la Conférence.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Roumanie de sa déclaration.

Ma liste d'orateurs pour aujourd'hui est maintenant épuisée. Y a-t-il une autre délégation qui souhaite prendre la parole ?

Je donne la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, Son Excellence l'Ambassadeur Lowitz. Vous avez la parole, Monsieur l'Ambassadeur.

M. LOWITZ (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Je me vois à mon grand regret, dans l'obligation de répondre aux observations faites au sujet du récent essai nucléaire des Etats-Unis. Les observations qui ont été formulées aujourd'hui semblent insinuer que mon Gouvernement serait revenu sur sa parole en procédant à un tel essai, qu'il aurait en quelque sorte violé un engagement découlant d'un accord international ou renié une promesse faite à la communauté mondiale.

Aucune de ces insinuations ne correspond à la réalité. Mon Gouvernement a expliqué de façon très claire, notamment dans des déclarations faites ici dans cette Salle du Conseil, par ma délégation, quelle était notre position en matière d'essais nucléaires. L'essai récemment effectué, de même que tous les autres essais des Etats-Unis, était pleinement conforme à cette position. Nous n'avons pas induit l'Union soviétique en erreur. Connaissant notre position, elle a appliqué un programme de relations publiques soigneusement calculé pour détourner l'attention des circonstances qui font qu'une dissuasion nucléaire est indispensable. Au lieu de prôner les avantages discutables d'un moratoire non vérifié sur les essais nucléaires, l'Union soviétique devrait maintenant entreprendre des négociations sérieuses pour réduire d'une manière appréciable les arsenaux nucléaires offensifs. Ces réductions pourraient rapprocher sensiblement la possibilité d'instituer une interdiction des essais. Dans l'intervalle, il est possible et nécessaire d'entreprendre un travail concret et constructif dans le domaine de l'interdiction des essais.

Mais ce travail est entravé par des campagnes de relations publiques qui empêchent de trouver des solutions véritables aux problèmes liés à la question complexe des essais nucléaires. Pour résoudre ces problèmes, je rappellerai à nouveau que le Président des Etats-Unis a invité l'Union soviétique à rechercher des arrangements appropriés en matière de vérification, y compris, tout récemment, à partager nos connaissances concernant la technique hydrodynamique de mesure de la puissance, afin que nous puissions progresser vers la ratification du Traité d'interdiction des essais en fonction d'un seuil et du Traité sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques. Et je rappelle à nouveau que la Conférence du désarmement peut maintenant s'entendre au sujet de la création d'un comité spécial pour le point 1 de l'ordre du jour et poursuivre le travail concret que la Conférence avait entrepris en 1982 et dont le besoin se fait tellement sentir dans ce domaine.

Il n'est guère nécessaire, je pense, de faire observer que certains points de la déclaration de l'Ambassadeur Issraelyan ne sont pas exacts. Les Etats-Unis n'ont pas avancé la date de l'essai nucléaire récemment effectué. Bien entendu, ils ne considèrent pas que le niveau modeste des essais nucléaires souterrains effectués soit une provocation ou un défi directs à l'égard d'un Etat quel qu'il soit. Nous regrettons que des citoyens américains aient été arrêtés sur le polygone d'essais du Nevada, mais cela nous intéresserait d'apprendre qu'il existe des manifestations analogues de la liberté de déplacement en Union soviétique - Dieu nous préserve de tels gouvernements. Je regrette que, dans une tentative de mettre fin à des actes terroristes qui s'attaquent à la structure même de la civilisation occidentale, les Etats-Unis aient été en quelque sorte noircis par le même pinceau.

Pour conclure, Monsieur le Président, je voudrais citer quelques passages de la déclaration que le Président Reagan a faite hier soir à l'intention du public américain.

(M. Lowitz, Etats-Unis d'Amérique)

"Le 25 mars, plus d'une semaine avant l'attentat (il s'agit de l'attentat à Berlin-Ouest) des ordres avaient été envoyés de Tripoli au Bureau populaire libyen à Berlin-Est lui enjoignant d'exécuter un attentat terroriste contre des Américains de manière à faire sans discrimination un nombre maximum de victimes. Des agents libyens ont alors déposé la bombe le 4 avril. Le Bureau populaire a prévenu Tripoli que l'attentat serait exécuté le lendemain matin. Le jour suivant ils ont rendu compte à Tripoli du grand succès de leur mission." Le Président a ajouté : "Nous disposons de preuves directes, précises et irréfutables..." et il a poursuivi en disant que "nous avons des preuves solides que d'autres attentats que Khadafi préparait contre des installations et des diplomates des Etats-Unis, et même contre des touristes américains, ont été déjoués grâce à une étroite coopération avec nos amis. Avec l'aide des autorités françaises, nous avons récemment déjoué un tel attentat, il s'agissait de préparer un massacre, à l'aide de grenades et d'armes légères, de civils qui faisaient la queue pour obtenir des visas dans une ambassade américaine..." Je citerai encore ces paroles du Président Reagan : "Aujourd'hui, nous avons fait ce que nous devons faire. S'il le faut, nous le referons. Je n'ai nul plaisir à le dire et je souhaiterais qu'il en fût autrement."

M. BERDENNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : L'intervention du représentant des Etats-Unis que nous venons d'entendre ne fait que confirmer les paroles de Mikhaïl Serguéïévitch Gorbatchev, selon lequel "les dirigeants de ce pays n'arrivent pas à renoncer aux habitudes du passé". La politique de la force, la "politique de la canonnière" et des bombardiers, voilà sur quoi se fonde la conduite des Etats-Unis dans le monde. Alléguant la lutte contre le terrorisme, le désir de sécurité et de paix, les Etats-Unis se sont en fait arrogé le rôle de gendarme du monde, sans tenir compte de quoi que ce soit, pas même de l'opinion de leurs propres alliés.

En accroissant par tous les moyens leur puissance militaire sous le prétexte d'une prétendue menace soviétique, les Etats-Unis utilisent cette force contre les Etats non alignés à des fins impérialistes agressives. Les actes de banditisme des Etats-Unis au Viet Nam, au Liban, à la Grenade et, enfin, contre la Libye montre leur mépris total de la souveraineté des autres Etats et des normes généralement reconnues du droit international, notamment celles qui sont énoncées dans la Charte des Nations Unies.

Pour ce qui est des tentatives du représentant des Etats-Unis de justifier sa ligne de conduite sur la question de l'interdiction des essais d'armes nucléaires, je pense qu'elles ne peuvent impressionner personne. Tout le monde sait qui bloque les négociations sur ce problème, y compris dans le cadre de la Conférence du désarmement. La partie américaine ne veut négocier nulle part : ni ici, à la Conférence du désarmement, ni dans les négociations tripartites, qu'elle ne souhaite pas reprendre, elle a dit "non" aussi à notre proposition de négociations bilatérales. Les Etats-Unis n'ont pas donné non plus de réponse positive à notre proposition concernant une rencontre entre experts soviétiques et américains pour examiner les questions relatives à la vérification de l'absence - je répète, de l'absence - d'explosions nucléaires.

(M. Berdennikov, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Pour ce qui est de la fameuse proposition des Etats-Unis de venir dans leur pays pour y observer des explosions nucléaires, on peut la comparer à celle qui consisterait à inviter un adversaire de la peine de mort à assister à une exécution capitale.

M. LOWITZ (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Je n'ai pas l'intention de prolonger la séance de ce matin par une longue intervention, je me bornerai à suggérer au distingué représentant de l'Union soviétique que sa toute dernière intervention n'indique en aucune façon que l'Union soviétique puisse avoir à dire quoi que ce soit de nouveau sur le sujet. Je demanderai respectueusement que, peut-être, à un moment donné, dans une intervention similaire, l'Union soviétique veuille bien aborder la question de l'Afghanistan, pour que nous puissions aussi être mis au courant de l'évolution de cette situation.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Me reportant à la déclaration que vient de faire le distingué représentant des Etats-Unis, je tiens à dire que ma délégation rejette toute tentative d'établir un lien entre des activités terroristes et la capitale de la République démocratique allemande. Je profite de l'occasion qui m'est ici donnée de me joindre à la condamnation de l'acte de terrorisme d'Etat perpétré par les Etats-Unis contre le peuple libyen.

M. BERDENNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Au sujet de la dernière déclaration du représentant des Etats-Unis, je voudrais seulement faire remarquer que tous sauront voir, je l'espère, dans cette manoeuvre une tentative des Etats-Unis de détourner l'attention de leur propre comportement. Il est douteux que ce genre de subterfuge impressionne qui que ce soit.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Union soviétique de sa déclaration. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ? Dans la négative, nous tiendrons maintenant, comme je l'ai annoncé au début de notre séance plénière, une réunion officielle pour examiner en particulier les points 2 et 3 ainsi que la situation financière de l'Organisation des Nations Unies, suite à la déclaration du Secrétaire général de la Conférence. Après la réunion officielle qui, je l'espère, sera brève, j'engagerai des consultations officielles à participation non limitée concernant l'efficacité de la Conférence.

La prochaine séance plénière de la Conférence aura lieu le jeudi 17 avril, à 10 h 30.

La séance est levée à 11 h 35.